



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 15/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**LAFARGE GRANULATS FRANCE (ICPE)**

15 Avenue des Mondaults  
33270 Floirac

Références : 25-916  
Code AIOT : 0005208292

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS FRANCE (ICPE) implanté Jard des Porchères 33230 Le Fieu. L'inspection a été annoncée le 22/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAFARGE GRANULATS FRANCE (ICPE)
- Jard des Porchères 33230 Le Fieu
- Code AIOT : 0005208292
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Lafarge Granulats Sud, devenue LAFARGE GRANULATS FRANCE, a repris le 21 décembre 2011 lors d'un changement d'exploitant les activités autorisées de la société SO.SA au Fieu : la carrière à ciel ouvert et les installations de traitement des granulats qui relèvent des dispositions imposées respectivement par les arrêtés préfectoraux du 5 mars 2008 et du 2 juin 2008. L'installation de traitement gère les matériaux provenant de la carrière voisine, mais aussi des matériaux provenant d'autres sites du groupe.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesures relatives à l'empoussièrem ent	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6	Sans objet
2	Intégration paysagère	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 7	Sans objet
3	Propreté des locaux	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9	Sans objet
4	Gestion des produits dangereux	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 11	Sans objet
5	Fiche de Données Sécurité (FDS)	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 12	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17	Sans objet
8	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23	Sans objet
9	Points de rejet	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	Sans objet
10	Mesures des émissions acoustiques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52-1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra justifier de la levée de l'ensemble des observations figurant dans le rapport de vérification des installations électriques de juillet 2024.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mesures relatives à l'empoussièrement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  « L'exploitant adopte, les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées. Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin. Les surfaces où cela est possible sont végétalisées. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible. [...] »
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, les installations sont globalement propres. Un système de lavage de roue est présent sur le site, et mis en fonctionnement lorsque nécessaire. En dehors des parties exploitées, le site est végétalisé et bien intégré dans le paysage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Intégration paysagère

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Paysage
<b>Prescription contrôlée :</b>  « L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage, notamment pour améliorer l'intégration paysagère des équipements « ou des stocks » de grande hauteur. Il les précise dans son dossier de demande d'enregistrement. Cette disposition ne s'applique pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier. Les points d'accumulation de poussières, tels que les superstructures ou les contreventements, sont nettoyés régulièrement. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières. »
<b>Constats :</b>  Comme indiqué ci-avant, la végétation présente sur le site permet une bonne intégration de celui-

<p>ci dans le paysage. Le jour de l'inspection, il est notamment relevé que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la route permettant d'accéder au site est exempt de poussière ou de boue ;</li> <li>• les installations de traitement, à l'arrêt, font l'objet d'un nettoyage à l'eau.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Propreté des locaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de poussières. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'ensemble des locaux visités lors de l'inspection étaient exempts d'amas de poussière ou de boue.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Gestion des produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant identifie, dans son dossier de demande d'enregistrement, les produits dangereux détenus sur le site.</p> <p>La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p> <p>En cas de présence de telles matières, l'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité maximale des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant identifie, dans son dossier de demande d'enregistrement, les produits dangereux détenus sur le site. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'une liste des produits dangereux sur le site (principalement des lubrifiants et huiles), ainsi que les FDS associées à ces produits.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Fiche de Données Sécurité (FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les fiches de données de sécurité (FDS) sont disponibles sur l'intranet de l'entreprise. Des affichages, sous forme de FDS simplifiées, sont en outre présentes au niveau des stockages ou collées directement aux contenants. L'exploitant indique cependant que ces affichages tendent à se décoller, et prévoit la mise en place dans les locaux de stockage de tableaux d'affichage.</p> <p>Le jour de l'inspection, il est relevé qu'en cas de départ de feu, plusieurs produits doivent être éteints grâce à un extincteur poudre. Il a été constaté la présence de ces équipements au niveau des différents stockages.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Installations électriques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« [...] L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que le contrôle 2025 a été réalisé en août, mais qu'à ce jour le rapport ne lui a toujours pas été transmis. Il présente le précédent rapport, de juillet 2024, sur lequel sont répertoriées 6 remarques, dont 3 tracées comme levées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport de contrôle 2025. Au besoin, un plan d'actions avec un calendrier justifié l'accompagne.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17</p>
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;</li> <li>d'un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.</li> </ul> <p>A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournit un débit de 60 m<sup>3</sup>/h. [...]</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie ont fait l'objet d'une vérification en avril 2025. La centrale incendie couvrant les locaux techniques a notamment été remplacée le 24 avril 2025.</p> <p>L'exploitant indique ne pas disposer de convention avec les pompiers : en cas de besoin, ceux-ci peuvent accéder au site et mettre en place des pompes avec leurs propres équipements dans les différents bassins.</p> <p>Un plan de localisation des stockages et des matières à risques a été réalisé en 2021.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Prélèvement et consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>«[...] Le prélèvement maximum effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement, sans toutefois dépasser [...] 200 m<sup>3</sup>/h ni 200 000 m<sup>3</sup>/an pour les installations dont la puissance est supérieure à 550 kW.</p> <p>L'utilisation et le recyclage des eaux pluviales non polluées sont privilégiés dans les procédés d'exploitation, de nettoyage des installations, d'arrosage des pistes, etc. pour limiter et réduire le plus possible la consommation d'eau.</p> <p>Les eaux industrielles sont intégralement réutilisées. « Les rejets des eaux industrielles à l'extérieur du site sont interdits. »</p>
<b>Constats :</b>

<p>L'eau est principalement utilisée dans le cadre du lavage des matériaux. Le site est équipé d'un clarificateur permettant, via l'ajout de floculant, de récupérer en partie basse les boues qui sont par la suite rejetée dans un bassin de décantation, et de recycler une grande partie des eaux utilisées. Un appoint est réalisé afin de compenser l'eau restant dans les matériaux et celle rejetée avec les boues. Cet appoint se fait prioritairement à l'aide d'un bassin étanche permettant de recueillir les eaux de pluie de l'ensemble du site et, lorsque cela s'avère nécessaire, à partir d'un pompage dans l'un des bassins du site.</p> <p>Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis les relevés des différents compteurs pour l'année 2025 (carrière et installation de traitement). Le plus gros prélèvement est réalisé côté "carrière", dans l'un des bassins, avec un volume pompé mensuellement allant de 500 à 9 000 m<sup>3</sup>. Cette eau est utilisée à la fois pour le nettoyage des matériaux ainsi que pour le lavage des roues des véhicules, ce dernier poste représentant entre 0 et 600 m<sup>3</sup> par mois.</p> <p>L'installation de traitement consomme de l'eau d'adduction, utilisée pour le karcher pour finir le lavage des véhicules après un premier lavage avec les eaux provenant de carrière. La consommation d'eau issue du réseau pour le site s'établit ainsi entre 3 et 8 m<sup>3</sup> par mois pour l'année 2025.</p> <p>Le principe de réutilisation et recyclage des eaux est bien respecté.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Points de rejet

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.</p> <p>Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange.</p> <p>Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La partie installation de traitement du site dispose de 2 points de rejet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le premier pour les boues, dans les bassins de décantation, afin de procéder au comblement de ces derniers ;</li> <li>le second, au niveau du pont bascule dans le fossé, pour les eaux issues du séparateur à hydrocarbure ainsi que les eaux de lavage des roues. Ce dernier était à sec le jour de l'inspection. L'exploitant précise que le rejet s'effectue « par le bas », via un tuyau coudé, permettant de ne pas rejeter d'hydrocarbures en cas d'incident.</li> </ul> <p>Le séparateur à hydrocarbures a été vidangé en octobre dernier. Les bordereaux de suivis de déchets afférents ont été saisis dans Trackdéchets.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Mesures des émissions acoustiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Pour les établissements existants : la fréquence des mesures est annuelle ; si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle ; Si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.
<b>Constats :</b>  Les mesures ont été réalisées dernièrement en juillet 2025. Les résultats ne mettent pas en évidence de non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite